



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Lutte contre l'exclusion

Question écrite n° 41697

Texte de la question

M. Jean-Jacques Delvaux souhaite retenir l'attention de M. le ministre du travail et des affaires sociales sur la situation des ateliers de pédagogie personnalisée (APP) du Nord - Pas-de-Calais. Par leurs actions permanentes de formation, les APP assument depuis dix ans un véritable service spécifique auprès des populations locales défavorisées. A cet égard, toute remise en cause de la participation financière de l'Etat en leur faveur risque de compromettre la qualité du service rendu notamment en réduisant les capacités d'accueil des publics prioritaires. Aussi, il souhaite savoir si le Gouvernement entend maintenir pour l'année 1997 les crédits étatiques alloués aux APP.

Texte de la réponse

L'honorable parlementaire a bien voulu appeler l'attention du ministre sur l'intérêt de l'action des Ateliers de pédagogie personnalisée (APP) dans le domaine de la formation individualisée auprès de publics qui rencontrent des difficultés d'insertion sociale et professionnelle. Il a souligné les difficultés de fonctionnement de ces sites de formation, liées à la diminution du financement de l'activité de APP sur le Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS). Les APP présentent une formule intéressante au sein de l'ensemble de l'offre de formation en direction des demandeurs d'emploi et des publics de faible niveau. Ce sont des lieux permanents de formation ouverte, basés sur une organisation d'entrées et de sorties permanentes, développant une réponse de formation individualisée, flexible et ajustée aux strictes besoins des personnes. L'action des APP se caractérise par son principe d'économie ; une économie de temps pour les personnes en formation (un temps de formation limité dans sa durée et défini contractuellement en fonction du projet professionnel, des objectifs de formation et de l'évaluation individuelle préalable) ; une économie de moyens dans le fonctionnement (pas d'équipement lourd, une équipe permanente restreinte). La participation financière de l'Etat (au titre du FFPPS) au fonctionnement des A.P.P. vise à assurer des actions de formation auprès de publics bien définis : les jeunes demandeurs d'emploi, ou en situation professionnelle précaire ; les femmes, inactives, mères de famille, souhaitant exercer ou reprendre une activité professionnelle ; les détenus dans le cadre d'une antenne fonctionnant en établissement pénitentiaire ; les demandeurs d'emploi pour qui un complément de formation, d'une durée courte peut contribuer à l'accès à l'emploi et pour lesquels il n'existe aucune autre possibilité de prise en charge de leur formation. Elle vise également à promouvoir par la mise en œuvre de ces actions, le développement de nouvelles modalités de formation. Les crédits du FFPPS consacrés aux APP, qui étaient en LFI de 105 MF ont fait l'objet d'un gel budgétaire au même titre que les autres lignes de ce fond. Enfin, les APP sont en mesure d'accueillir des personnes très diverses par leur situation, leur statut et leurs projets. Or, les APP bénéficient d'un financement sur le FFPPS au titre de publics sensibles, qui ne constituent qu'une partie de la demande potentielle. Ainsi, les A.P.P., mis en place au niveau local, doivent rester ouverts aux commandes de formation émanant d'autres financeurs tels que les collectivités territoriales, les entreprises et les organismes collecteurs agréés pour les publics qui les concernent. Les APP sont encouragés à persévérer dans cette voie de diversification de leur financement.

Données clés

Auteur : [M. Delvaux Jean-Jacques](#)

Circonscription : - RPR

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 41697

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : travail et affaires sociales

Ministère attributaire : travail et affaires sociales

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 juillet 1996, page 4075

Réponse publiée le : 4 novembre 1996, page 5820